

# CABO VERDE

2014

Adalbert Nshimyumuremyi / a.nshimyumuremyi@afdb.org  
Heloise Marone / heloise.marone@cv.jo.un.org





## CABO VERDE

- La croissance économique ralentit depuis plusieurs années, et le Cabo Verde s'est révélé moins résilient face à la crise de la zone euro qu'on ne le pensait précédemment.
- Afin de réduire le déficit budgétaire et d'endiguer la tendance à un fort endettement, les pouvoirs publics ne s'attachent plus à accélérer l'accumulation de capital, mais à améliorer la qualité et l'efficacité des infrastructures publiques.
- Même si le Cabo Verde est en bonne voie pour atteindre la plupart des cibles des OMD, des difficultés significatives demeurent concernant le taux de chômage élevé et les inégalités persistantes.

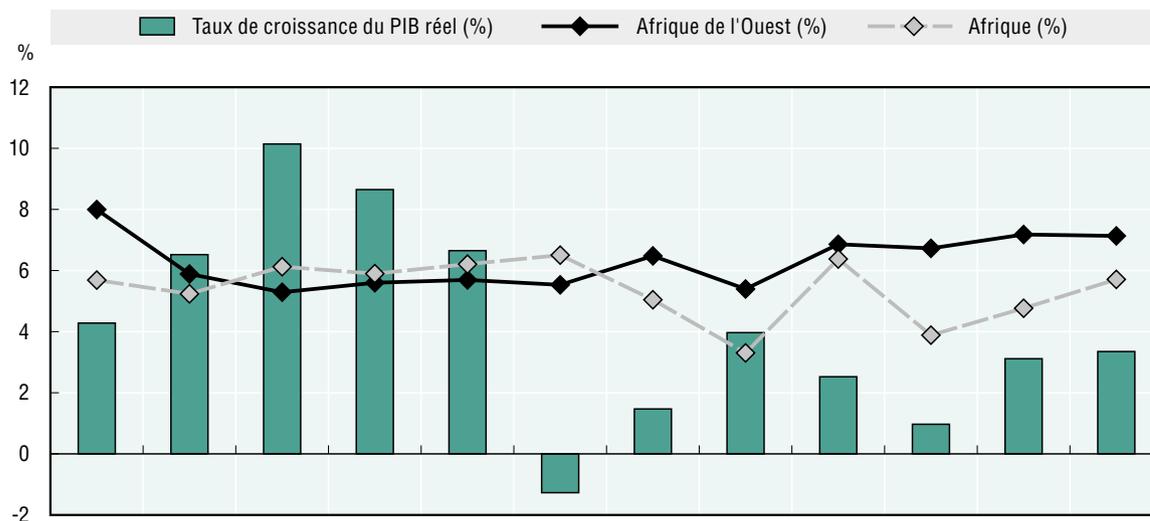
### Vue d'ensemble

Depuis 2012, l'économie caboverdienne pâtit de la mauvaise conjoncture internationale. La croissance du PIB s'est tassée, passant de 4 % en 2011 à 2,5 % en 2012 et à 1 % en 2013. Les indicateurs du moral des entreprises et des ménages se sont dégradés. Dans la balance des paiements, les flux d'investissement direct étranger (IDE) restent sur une trajectoire descendante. La demande du secteur public continue de soutenir l'économie. Si la reprise de la zone euro, principal partenaire commercial du Cabo Verde, se confirme, la croissance devrait se maintenir aux alentours de 3,1 % en 2014. Toutefois, si le ralentissement enregistré par les recettes du tourisme persiste, le principal moteur de croissance du pays pourrait caler.

L'État devant emprunter de plus en plus afin de financer des investissements majeurs dans l'infrastructure, le total de la dette publique, en valeur nominale, est passé de 69 % du produit intérieur brut (PIB) en 2009 à 93 %, selon les estimations, en 2013. En 2014, les autorités se focaliseront sur l'assainissement budgétaire à moyen terme, afin de reconstituer les volants de sécurité et d'atténuer les risques liés à la dette, mais un certain assouplissement monétaire et budgétaire pourrait être envisagé temporairement suivant le cycle économique, si des faiblesses persistent. Dans ce contexte, il sera crucial d'accélérer les réformes de l'environnement d'affaires afin d'améliorer la compétitivité, en particulier sur le marché du travail. Parallèlement, il faudra améliorer le rendement des investissements massifs dans l'infrastructure en renforçant la gestion du stock d'investissements publics. Dans le secteur financier, l'activité de crédit pourrait rester limitée, car les banques sont devenues de plus en plus prudentes face au niveau élevé de prêts improductifs et à la nécessité de constituer des provisions, ce qui limite le potentiel de croissance.

L'étroite base de production du Cabo Verde s'inscrit dans les chaînes de valeur mondiales essentiellement dans le secteur des services, notamment, le tourisme, et la main-d'œuvre. Le tourisme, devenu un moteur important de l'économie caboverdienne après 2005, est le secteur le plus engagé dans les chaînes de valeur mondiales. La vaste diaspora relie le pays aux chaînes de valeur mondiales par l'intermédiaire de la main-d'œuvre. Les exportations de produits de la mer, essentiellement en conserve ou surgelés, permettent également au pays d'être présent dans des chaînes de valeur à l'étranger, même si l'impact sur le PIB est très modeste. Pour l'avenir, le Cabo Verde recherche des stratégies à même de le positionner à des échelons plus élevés des chaînes de valeur mondiales en favorisant de nouvelles exportations de biens et services et en étoffant les exportations existantes, notamment autour de l'économie créative.

Figure 1. Taux de croissance du PIB réel



Source : BAfD, Département Statistique PEA. Estimations (e) ; prévisions (p).

Tableau 1. Indicateurs macroéconomiques

	2012	2013(e)	2014(p)	2015(p)
Croissance du PIB	2.5	1.0	3.1	3.3
Taux de croissance du PIB réel par habitant	1.7	0.1	2.2	2.4
Inflation	2.5	1.5	1.8	2.0
Solde budgétaire (% PIB)	-9.8	-7.9	-7.7	-8.0
Compte courant (% PIB)	-11.7	-5.7	-10.1	-10.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## Développements récents et perspectives

Afin d'atténuer l'impact de la crise financière internationale de 2008 et de la crise de la dette publique dans la zone euro, le Cabo Verde a adopté des mesures budgétaires contracycliques en 2010, qui ont surtout revêtu la forme d'une augmentation des dépenses d'investissement, d'où un rétablissement de la croissance du PIB réel, passée de -1.3 % en 2009 à 4 % en 2011<sup>1</sup>. Toutefois, depuis 2012, l'économie souffre de nouveau de la conjoncture internationale difficile. La croissance du tourisme a ralenti, quand, dans le même temps, les envois de fonds des travailleurs expatriés et l'investissement direct étranger (IDE) se sont repliés. Parallèlement, les importations de biens de consommation et d'équipement ont reculé. *In fine*, la croissance du PIB a ralenti à environ 2.5 % en 2012 et 1 % en 2013.

Faute de ressources naturelles et de possibilités d'économies d'échelle sur lesquelles pourrait reposer une base manufacturière d'importance, l'économie se concentre sur les services. En 2012, le secteur tertiaire représentait environ 70 % du PIB ; il était dominé par le tourisme, et essentiellement tiré par l'IDE. Le Cabo Verde a réussi à développer un secteur du tourisme affichant une croissance parmi les plus vives au monde, si bien qu'il est devenu sa principale source de croissance et de devises. Alimentées par une forte demande extérieure, les recettes touristiques à l'exportation sont passées de 40 millions de dollars des États-Unis (USD) en 2000 à 360 millions USD en 2012 (soit une croissance annuelle de 19 %), et la part du tourisme dans le total des exportations a progressé de 21 % en 1999 à 45 % en 2012. Le tourisme et ses activités connexes représentent actuellement 30 % du PIB, et le secteur des services, pris dans son ensemble, ressort à 70 % du PIB et à plus de 90 % des exportations. Cependant, le tourisme n'a guère contribué à la



création d'emplois, et n'a pas non plus soutenu l'expansion d'autres secteurs, hormis le bâtiment et les travaux publics (BTP, 12.1 % du PIB), grâce à la construction d'immeubles et complexes touristiques détenus par des capitaux étrangers et qui proposent des formules « tout compris ». Les recettes d'exportation du tourisme se tassent en 2013, bien que le taux d'occupation ait progressé, soulignant une pression concurrentielle sur les prix dans le secteur de croissance le plus important du Cabo Verde.

L'élaboration actuelle de la stratégie pour le secteur du tourisme offre une véritable opportunité de rendre le tourisme plus vert, d'en pérenniser l'activité, d'accroître ses recettes, d'améliorer les retombées pour la population locale et de préserver le capital naturel sur lequel s'appuie ce secteur. Des réformes structurelles, telles que la réorganisation de la production locale de biens et services, la création d'une certification de qualité pour les produits locaux et des améliorations dans les systèmes de transport inter-îles, sont nécessaires pour que le dynamisme du tourisme se traduise par des bienfaits économiques plus vastes.

Le secteur primaire revêt une importance particulière pour les Caboverdiens, puisqu'il emploie un tiers de la population du pays, et la majorité des pauvres. Pourtant, ce secteur n'a enregistré qu'une croissance modeste, et sa part globale dans le PIB a décliné : l'agriculture et la pêche sont passées de 10 % du PIB dans les années 90 à 9 % à la fin des années 2000. L'agriculture reste dominée par les activités de subsistance, car les conditions arides et la topographie montagneuse empêchent toute agriculture commerciale. Les stocks halieutiques sont essentiellement exploités par des navires espagnols, portugais et français. Les coûts de transport élevés vers les centres de consommation intérieurs brident les activités de pêche artisanale, et en l'absence de certification, les petits opérateurs ne peuvent pas exporter de poisson ni même en vendre aux grands hôtels sur les îles touristiques.

Le secteur industriel, qui représente 8 % du PIB, n'est guère développé, car, la population du Cabo Verde étant peu nombreuse et dispersée, il n'est guère possible, pour la plupart des activités industrielles, d'atteindre l'échelle d'efficacité minimum. Ce secteur est fortement concentré sur les activités de transformation de la pêche orientées vers l'exportation.

Globalement, la position extérieure du pays s'est améliorée en 2013 (voir tableau 4). À la suite des mesures de resserrement monétaire de 2011 et du tassement de la demande de produits de consommation et des activités de BTP, les importations se sont contractées en 2013, tandis que les exportations aussi bien de marchandises que de services ont affiché de bons résultats. Les fonds apportés par les donateurs continuent de se contracter, et les envois de fonds par des travailleurs expatriés ne cessent de ralentir. Le compte des opérations financières s'est affaibli en 2012 et 2013, surtout sous l'effet du repli de l'IDE et des emprunts extérieurs. *In fine*, les réserves internationales se sont étoffées, passant de 3.2 mois de couverture des importations en 2011 à 4.3 mois en 2013.

Les perspectives pour 2014 sont incertaines et dépendront de la reprise dans la zone euro, qui est à la fois le plus grand partenaire commercial du Cabo Verde et son principal pourvoyeur de touristes. Les risques continuant de s'amenuiser, la croissance devrait avoisiner 3.1 % en 2014. La demande publique restera le principal moteur de la croissance. On observe également des signes encourageants sur le front de l'IDE. De nouveaux engagements d'IDE, pour un total de 600 millions EUR, ont commencé de se concrétiser et devraient s'accélérer en 2014. Par ailleurs, l'activité de crédit devrait rester limitée, car les banques sont devenues de plus en plus prudentes face aux niveaux élevés des prêts non productifs et à la nécessité de constituer des provisions, ce qui restreint le potentiel de croissance.

Le Cabo Verde en est aujourd'hui à un point crucial de son développement : il doit relever le défi consistant à développer un modèle de croissance durable, en évitant d'être tributaire d'un secteur des services concentré sur le tourisme et en se tournant vers une base de production plus diversifiée. Il lui faudra, pour cela, repenser sa stratégie de financement du développement en stimulant le secteur privé et en accélérant la mise en œuvre du programme de transformation visant à diversifier l'économie<sup>2</sup>, à la rendre plus résiliente face aux problèmes climatiques et à

accentuer son intégration régionale dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le troisième document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSCRП III), portant sur la période 2012-16 et adopté en avril 2013, reflète la priorité accordée aux questions structurelles. Il est aligné sur la vision nationale pour le développement à long terme, qui entend faire du Cabo Verde une économie émergente exploitant sa situation géostratégique pour devenir une plate-forme internationale pour les services à forte valeur ajoutée et élargir sa base de production.

Tableau 2. PIB par secteur (en pourcentage du PIB)

	2008	2011
Agriculture, chasse, foresterie et pêche	9.0	9.1
dont pêche	0.7	0.8
Mines	0.9	0.5
dont pétrole		
Manufactures	5.6	6.3
Electricité, gaz et eau	1.1	1.7
Construction	14.1	12.1
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	17.4	19.5
dont hôtels et restaurants	4.1	4.6
Transports, entreposage et communications	19.0	15.9
Finance, immobilier et services aux entreprises	17.2	18.0
Services des administrations publiques	13.9	16.9
Autres services	1.7	0
<b>Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Données des administrations nationales.

## Politique macroéconomique

### Politique budgétaire

La situation budgétaire du Cabo Verde reste très précaire. En 2012, le déficit budgétaire s'est révélé plus important que prévu en raison d'un déficit de recettes et d'un taux d'exécution plus élevé de l'investissement public. Les recettes fiscales ont diminué, car la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur le revenu et les taxes sur les échanges internationaux se sont vivement repliés. Les dons aussi ont fortement chuté. S'agissant des dépenses, les taux d'exécution de l'investissement public financé par l'extérieur ont été plus élevés qu'anticipé, certaines des dépenses planifiées pour 2013 s'étant concrétisées dès le dernier trimestre 2012. En outre, les médiocres performances de grandes entreprises d'État, telles qu'Electra et TACV, se sont répercutées sur leur capitalisation (qui équivaut à 0.7 % du PIB), d'où des pressions supplémentaires sur la situation budgétaire de l'État. En conséquence, en 2012, le déficit budgétaire s'est creusé à 9.8 % du PIB et la dette publique est montée à 86 % du PIB. Les inefficiences de certaines entreprises d'État demeurent une charge majeure pour le budget et un risque éventuel pour l'État.

Pour la première fois, le budget 2013 a été élaboré suivant une approche programmatique. L'introduction de cette méthode représente une nette amélioration de la qualité de la gestion du budget et permettra d'établir des liens directs entre la planification à court et moyen terme, c'est-à-dire entre le DSCRП, le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et le budget annuel de l'État. Cette nouvelle méthodologie constitue une étape décisive vers l'introduction d'un cadre de gestion axé sur les résultats. De nouvelles classifications budgétaires ont également été introduites, et la mise en œuvre de ces classifications fonctionnelles, en coordination avec les classifications programmatiques, devrait atténuer certaines difficultés chroniques relevées par le passé concernant le reporting.

L'exécution du budget 2013 a été bien gérée. Le déficit budgétaire a atteint 7.3 % du PIB, soit 0.6 point de pourcentage en dessous du niveau initialement prévu. Toutefois, les prévisions de



recettes étaient par trop optimistes : les recettes sont ressorties 3.6 points en dessous du niveau initialement budgété. L'État a réagi en comprimant les dépenses de personnel et les acquisitions de biens et de services, et a également revu l'investissement public à la baisse de 2.3 points de pourcentage, en proportion du PIB. Globalement, l'investissement public de l'administration centrale commence à se tasser, tombant de 10.4 % du PIB en 2012 à 8.5 % en 2013 et à 8 % dans le budget 2014. Les pouvoirs publics se concentrent non plus sur l'accumulation de capital, mais sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'infrastructure publique.

Tableau 3. Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2005	2010	2011	2012	2013(e)	2014(p)	2015(p)
<b>Recettes totales (avec dons)</b>	<b>33.5</b>	<b>27.9</b>	<b>25.6</b>	<b>22.9</b>	<b>23.0</b>	<b>23.5</b>	<b>22.2</b>
Recettes fiscales	21.5	19.0	20.0	18.0	17.5	17.4	17.3
Dons	7.5	6.3	2.9	1.8	2.4	3.0	1.8
<b>Dépenses totales (et prêts nets) (a)</b>	<b>37.0</b>	<b>38.5</b>	<b>33.3</b>	<b>32.7</b>	<b>30.9</b>	<b>31.1</b>	<b>30.2</b>
Dépenses courantes	23.0	19.8	23.2	22.3	22.4	23.2	23.3
Sans les intérêts	20.8	18.2	21.7	20.4	20.6	20.7	20.7
Salaires	11.2	11.7	10.6	10.3	10.2	10.0	9.7
Paiement d'intérêts	2.2	1.6	1.5	1.9	1.8	2.5	2.6
Dépenses en capital	14.0	18.7	10.1	10.4	8.5	7.9	6.9
<b>Solde primaire</b>	<b>-1.3</b>	<b>-9.0</b>	<b>-6.1</b>	<b>-8.0</b>	<b>-6.0</b>	<b>-5.1</b>	<b>-5.4</b>
<b>Solde global</b>	<b>-3.6</b>	<b>-10.6</b>	<b>-7.7</b>	<b>-9.8</b>	<b>-7.9</b>	<b>-7.7</b>	<b>-8.0</b>

Note : a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## Politique monétaire

La politique monétaire est bridée par la nécessité de maintenir l'arrimage entre l'escudo du Cabo Verde (CVE) et l'euro<sup>3</sup>. Depuis 2011, des mesures de durcissement, notamment un relèvement du taux directeur de 150 points de base et une augmentation de 2 points de pourcentage des exigences minimales de fonds propres, ont été introduites dans le but d'endiguer l'inflation et de stabiliser les réserves de change. Ces dernières se sont redressées, passant de 3.2 mois d'importations en décembre 2011 à 4.3 mois en janvier 2014.

Sous l'effet du ralentissement économique, de la hausse modeste des prix des produits de base à l'international et du resserrement monétaire adopté par la banque centrale du Cabo Verde (*Banco de Cabo Verde* – BCV), l'inflation non corrigée a reculé à 2.5 % en 2012, contre 4.5 % en 2011. Néanmoins, les hausses des cours internationaux des produits de base durant le dernier trimestre 2012 ont exercé des tensions sur l'inflation. L'inflation des prix des denrées alimentaires est ressortie, en moyenne, à 2.6 %, passant à 5.6 % à la fin de 2012, et l'inflation des prix de l'énergie et de l'eau a été particulièrement forte, s'établissant en moyenne à 5.5 % en 2012. Avec le fléchissement de l'activité économique, l'inflation hors énergie et alimentation est tombée à 2 % en septembre 2013, avec une inflation non corrigée n'y étant que légèrement supérieure, à 2.5 %. Une perspective inflationniste relativement modérée est attendue pour 2014.

Dans un environnement où les tensions inflationnistes sont faibles et où les réserves de change se redressent, depuis mai 2013, la Banque centrale commence prudemment à assouplir sa politique monétaire, en abaissant notamment le taux d'intérêt auquel elle rémunère les dépôts des banques commerciales (le taux d'absorption des liquidités) de 3.3 à 1.0 % en septembre 2013. Toutefois, face à des niveaux élevés de prêts improductifs, elle a maintenu le ratio de fonds propres obligatoire, instrument clé de la politique monétaire au Cabo Verde, inchangé, et a conseillé aux banques de constituer des provisions (et en particulier de suspendre les versements de dividendes aux actionnaires). Le taux de change étant fixe, la politique monétaire est réactive, et la Banque centrale évalue les options envisageables pour poursuivre l'assouplissement monétaire, qui dépend du degré d'expansionnisme de la politique monétaire.

## Coopération économique, intégration régionale et commerce

Depuis 2007, le Cabo Verde est signataire d'un accord de partenariat spécial (APS) avec l'Union européenne (UE), pour la promotion de la coopération dans le commerce et l'investissement. Le pays s'efforce de diversifier ses partenaires économiques, surtout s'agissant de l'IDE et du tourisme, en renforçant sa coopération avec les pays d'Europe, mais aussi d'autres régions, comme avec certains pays d'Afrique de l'Ouest. Bien qu'il soit membre de la CEDEAO, ses relations commerciales avec cette sous-région restent ténues. Le Cabo Verde essaie de développer son secteur pharmaceutique sur les marchés de l'Angola, de São Tomé-et-Príncipe, de la Guinée-Bissau et du Libéria. Il cherche également à resserrer ses liens avec les États-Unis d'Amérique, surtout à travers sa diaspora, source d'échanges et d'investissements. Le Cabo Verde a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2008. Il est par ailleurs éligible à la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGOA), mais l'impact de celle-ci en termes d'exportations aux États-Unis est insignifiant. Le pays a conclu un accord de pêche avec le Japon et l'UE, et il a commencé à développer une coopération bilatérale avec la Chine, le Brésil, l'Inde et quelques pays d'Afrique, comme l'Angola et le Mozambique.

L'impact de tous ces accords sur ses exportations se révèle cependant marginal, ce qui est imputable à l'infrastructure limitée du pays et à son secteur industriel restreint. Le pays importe environ 80 à 90 % de ses denrées alimentaires, selon les estimations. En effet, en 2012, les denrées alimentaires, transformées ou non, représentaient environ un quart du panier d'importations, les combustibles en constituant 14 % supplémentaires. Cette forte dépendance vis-à-vis de la production étrangère de denrées et d'autres marchandises explique le déficit commercial structurel du pays. Pourtant, ce déficit s'est réduit à -37,4 % du PIB en 2013, contre -45,4 % en 2011. Les produits halieutiques, tels que les poissons et fruits de mer en conserve ou surgelés, représentent plus de 90 % des exportations de marchandises. L'Europe reste le principal partenaire commercial du pays, à l'origine de 80 % des importations et destinataire de plus de 90 % des exportations caboverdiennes. Un équilibre fin s'opère entre le tourisme et le reste des comptes de la balance des paiements : si le tourisme induit des entrées de fonds dans le pays, il accroît également la demande de denrées alimentaires et d'énergie, qui sont importés. Ainsi, en 2012, le volume d'entrées de fonds liées au tourisme correspondait à 1,15 fois le volume total d'aliments et d'énergie importés. Le taux de change, arrimé à l'euro, a eu peu d'effet sur le solde commercial.

Tableau 4. Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2005	2010	2011	2012	2013(e)	2014(p)	2015(p)
Balance commerciale	-35.9	-41.0	-45.4	-40.3	-37.4	-36.1	-34.5
Exportations de biens (f.o.b.)	9.2	8.1	11.3	10.3	10.4	10.6	10.7
Importations de biens (f.o.b.)	45.1	49.1	56.8	50.6	47.8	46.7	45.2
Services	6.3	11.9	13.8	16.9	20.2	20.4	19.6
Revenu des facteurs	-3.5	-4.8	-3.8	-3.3	-4.6	-4.8	-4.8
Transferts courants	28.9	20.4	19.2	14.9	16.1	10.3	9.7
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>-4.1</b>	<b>-13.5</b>	<b>-16.2</b>	<b>-11.7</b>	<b>-5.7</b>	<b>-10.1</b>	<b>-10.0</b>

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## Politique de la dette

Les chiffres de la dette publique augmentent rapidement depuis quelques années, essentiellement sous l'effet d'un programme d'investissement public ambitieux. Le total nominal de la dette publique est passé de 69 % du PIB en 2009 à 86,0 % (estimations) en 2012. La dette extérieure, qui représentait 87,4 % du PIB en 2012, est majoritairement assortie de conditions préférentielles. Essentiellement contractée auprès du secteur non bancaire, la dette intérieure représente 21,5 % du PIB. La dette publique se monte à 93 % du PIB en 2013. Les chiffres de la dette publique publiés dans le Rapport des services du Fonds monétaire international (FMI) concernant les consultations de mars 2013 au titre de l'article IV ont été révisés à la baisse, car ils étaient

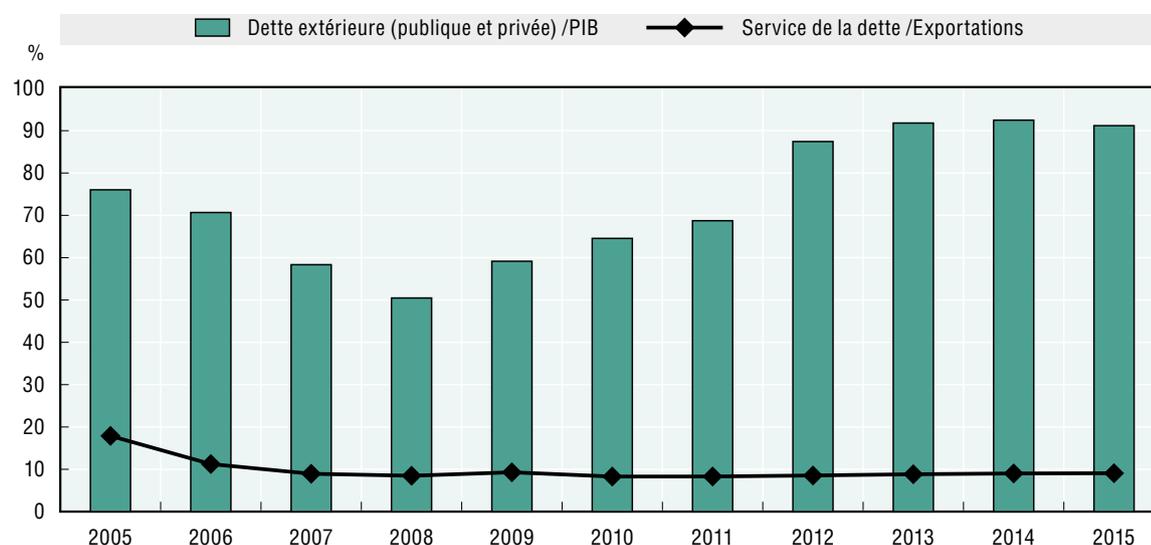


surévalués en raison d'une faute de transcription. Toutefois, les vulnérabilités actuelles appellent à une gestion budgétaire plus prudente, qui devrait se traduire par un ajustement budgétaire marqué et immédiat.

La décomposition de l'augmentation de la dette montre que les variations du ratio dette/PIB s'expliquent essentiellement par l'évolution des déficits primaires et par la croissance du PIB : les déficits primaires élevés sont les principaux responsables de la hausse des ratios d'endettement sur la période 2009-12.

L'analyse de viabilité de la dette (AVD), menée conjointement par le gouvernement du Cabo Verde et par la Banque mondiale en novembre 2013, a conclu à un surendettement modéré (risque de 15 % de surendettement). Elle a fait apparaître une amélioration du déficit budgétaire à court terme. La dette publique du Cabo Verde devrait culminer en 2016 (99 % du PIB), avant de se replier à mesure que les remboursements avanceront et que le déficit sera endigué. À moyen terme, l'État s'est engagé à recentrer son programme d'investissement public, le cantonnant à environ 10 % du PIB. Néanmoins, la poursuite de l'ajustement budgétaire sera nécessaire si le pays veut assurer la viabilité de sa dette. En particulier, le renforcement de la gouvernance des entreprises d'État devrait limiter la pression qu'elles exercent sur le budget général et atténuer les risques qu'elles induisent pour les finances publiques.

Figure 2. Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations



Source : FMI (WEO & Article IV).

## Gouvernance économique et politique

### Secteur privé

Le secteur privé caboverdien naissant est essentiellement axé sur le commerce et le tourisme. La plupart des entreprises sont petites : une entreprise de plus de 20 salariés est considérée comme une grande entreprise. Le secteur informel est prédominant : il recouvre 70 % des emplois et contribue au PIB à hauteur d'environ 25 %. Le potentiel agricole du pays pourrait constituer un moteur de croissance crucial pour l'entrepreneuriat privé, mais le niveau limité de transformation des produits agricoles et l'absence de certification des produits constituent des obstacles majeurs à



l'épanouissement de petites et moyennes entreprises (PME) dans ce secteur. En outre, le potentiel de la pêche (surtout homards et thon) n'est pas pleinement exploité.

Le rapport *Doing Business 2014* montre que le Cabo Verde a progressé de 7 places, passant du 128<sup>e</sup> au 121<sup>e</sup> rang. Pour les indicateurs concernant la création d'une entreprise, en particulier, le pays est passé de la 129<sup>e</sup> à la 66<sup>e</sup> place grâce à la suppression des exigences minimales de fonds propres. Les indicateurs relatifs au transfert de propriété témoignent également de progrès : le pays est passé du 69<sup>e</sup> au 64<sup>e</sup> rang, car le transfert de propriété a été accéléré grâce à la numérisation des registres fonciers. Ce rapport met également en lumière les difficultés que génère l'absence de loi sur l'insolvabilité : le pays se classe 189<sup>e</sup> pour le règlement de l'insolvabilité.

Le régime spécial pour les micro- et petites entreprises a été ratifié dans ses grandes lignes par le Parlement. Les syndicats ont formulé des réserves. Parmi les grandes nouveautés, on peut citer l'introduction d'une taxe unique pour les deux premières années, le salaire minimum, la réduction des indemnités de licenciement, huit jours de congés payés et des incitations pour les PME à participer aux marchés publics : ainsi, dans les marchés publics, 25 % du total du budget doivent être alloués à des activités réalisées par des micro- et petites entreprises. En outre, les grandes entreprises publiques et privées sous contrat avec l'État doivent réserver au moins 10 % de la valeur des contrats aux micro- et petites entreprises.

Les perspectives de l'IDE s'améliorent, surtout dans le secteur du tourisme. Cependant, on entrevoit aussi certaines perspectives d'investissement dans la santé et la pêche.

## Secteur financier

Dominé par le capital privé portugais, le secteur bancaire du Cabo Verde est un oligopole dans lequel les deux principales banques sont réputées contrôler 70 % des actifs bancaires. Le secteur est très actif dans l'immobilier et les activités de BTP, et se caractérise essentiellement par la persistance d'une liquidité excédentaire. Du côté de l'offre, les banques sont réticentes à prêter au secteur des entreprises, fortement endetté, et les PME sont jugées trop risquées. Pour ce qui est de la demande, les emprunteurs sont confrontés à l'incertitude concernant la conjoncture économique et les perspectives des entreprises, et ils ne sont pas toujours à même de supporter financièrement les taux d'intérêt appliqués aux crédits. Ce niveau de liquidité dans le système bancaire signale une grave crise du crédit, les banques préférant accumuler des actifs non rémunérés plutôt que d'accorder des prêts d'un volume marginal. Il s'ensuit une distribution asymétrique des prêts entre les secteurs, et les secteurs productifs sont pénalisés par une hausse des taux d'emprunt et un accès extrêmement difficile au financement.

De nouvelles règles adoptées depuis 2009 ont renforcé la stabilité du secteur financier. Le système financier du Cabo Verde s'est avéré remarquablement résilient face aux effets de la crise de la zone euro et l'activité du secteur financier s'est intensifiée. Toutefois, les cinq grandes banques du pays ont été exposées en particulier à des risques associés au tourisme et au BTP, largement lié à l'immobilier, qui a accusé un net recul durant la crise. Le ratio de fonds propres est passé de 14,4 % en décembre 2011 à 12 % en décembre 2012, et la part des prêts improductifs, à 9,8 % en juin 2012, a atteint 20 % en octobre 2013. Une nouvelle législation financière est en cours d'élaboration, en vue de renforcer la capacité de surveillance de la Banque centrale et sa capacité de faire face aux menaces pesant sur le système financier. Le secteur privé estime que l'accès au crédit est la principale limitation à la pratique des affaires dans le pays. Les autorités envisagent d'instaurer un fonds de garantie mutuel, qui aurait pour objectif d'accroître l'accès des PME au financement bancaire. Ce fonds servira de garantie partielle du crédit lorsque les banques supporteront une part du risque.



## Gestion du secteur public, institutions et réformes

Le Cabo Verde est un pays africain dont la bonne gouvernance est largement reconnue. En 2013, il a obtenu un score de 76.7 sur 100 dans l'indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG), se classant ainsi à la troisième place, sur 52 pays. Son score est supérieur à la moyenne du continent (51.6) ainsi que de l'Afrique de l'Ouest (52.5). Le Cabo Verde obtient son meilleur classement dans la catégorie Participation et droits de l'homme (1/52) ; il enregistre sa plus forte progression sur six ans dans la catégorie Participation (+20.6). Son classement le moins bon concerne la Parité (14/52), et son recul le plus marqué sur six ans la catégorie Sécurité individuelle (-26.0). Selon l'indice de perception de la corruption 2012 de Transparency International, le Cabo Verde est le deuxième pays le moins corrompu d'Afrique. Le Cabo Verde a progressé dans ce classement : il est passé du 41<sup>e</sup> rang en 2011 au 39<sup>e</sup> sur 176 pays en 2012.

La mise en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques a enregistré quelques avancées. Bien que les prévisions de recettes et de dépenses (jugées adéquates en 2008) se soient dégradées à la suite de la crise économique et financière, des progrès significatifs ont été réalisés en termes d'exhaustivité, de transparence et de supervision, progrès qui se sont matérialisés essentiellement par l'introduction d'une classification programmatique, la réforme de la gestion du Trésor (*bancarização*), la révision de différents codes des impôts, l'extension du programme informatique SIGOF (système intégré de gestion financière et budgétaire) à tous les ministères et l'utilisation régulière du CDMT pour l'élaboration des budgets annuels. Malgré ces progrès, plusieurs faiblesses demeurent. Le contrôle des dépenses publiques par des instances extérieures reste inefficace, et certaines composantes du système d'adjudication des marchés publics ne sont pas encore opérationnelles. Il est nécessaire que le Cabo Verde améliore l'efficacité de son inspection générale des Finances et qu'il élargisse les pouvoirs dont dispose la Cour des comptes. En outre, les entreprises d'État qui opèrent dans des secteurs clés, comme l'énergie et le transport, continuent d'enregistrer des pertes financières, générant des charges supplémentaires pour l'État et le secteur privé. Une meilleure gestion de la dette publique globale et du risque financier passe impérativement par une évaluation exacte des passifs éventuels de l'État.

## Gestion des ressources naturelles et environnement

Le caractère exceptionnel de la faune et de la flore du Cabo Verde, qui comptent de très nombreuses espèces endémiques, s'explique par l'isolement géographique du pays par rapport au continent africain et par la sécheresse de son climat. Figurant parmi les dix principaux centres de diversité biologique pour les récifs coralliens, ce pays abrite 639 espèces de poissons et mammifères marins, dont au moins 17 espèces de baleines et de dauphins, les îles de Boa Vista et Sal ayant été identifiées comme des sites essentiels pour l'accouplement et la mise bas des baleines à bosse. Les îles sont également une aire importante pour l'alimentation et/ou l'hivernage de cinq espèces de tortues de mer.

Ces vingt dernières années, l'essor du tourisme au Cabo Verde, en plein essor, a entraîné le développement de l'immobilier. Les entrées de touristes sont passées d'environ 30 000 sur l'année 1995 à 350 000 en 2011, et le nombre d'établissements touristiques a plus que doublé, passant de 88 à 195 sur la même période. L'essentiel du tourisme se concentre sur les îles de Sal et Boa Vista.

Le développement du tourisme, et en particulier du tourisme de masse sur ces deux îles, constitue une menace pour la biodiversité. Le développement de l'infrastructure pour le tourisme, et notamment des routes, a conduit à la dégradation et à la fragmentation des écosystèmes naturels (par exemple destruction des habitats naturels par les chantiers de construction, défiguration des paysages adjacents, rejet massif non contrôlé de gravats et extraction illégale de matériaux de construction, surtout de sable).



Face à cette menace, les autorités mettent en place un réseau de zones protégées, qui recouvrent 47 habitats naturels.

Une autre priorité réside dans la préservation des terres et de l'eau, avec la construction de barrages afin d'améliorer la récupération des eaux de surface. En outre, plusieurs mesures de conservation des terres sont déployées afin d'enrayer la grave érosion des sols, essentiellement causée par le vent et les violentes tempêtes tropicales.

Le changement climatique constitue une véritable menace pour le pays. En effet, plusieurs niches écologiques sont en danger à cause du changement climatique, car le niveau de menace augmente pour certains écosystèmes et induit un risque d'extinction de certaines espèces moins résilientes. L'élévation du niveau de la mer, résultant du changement climatique, risque aussi d'exacerber des problèmes d'érosion des plages qui existaient déjà, avec des répercussions sur les coraux, les tortues marines et d'autres organismes. Les stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique constituent l'une des grandes priorités de l'État pour après 2015.

### Contexte politique

Le Cabo Verde se caractérise par la qualité de son système démocratique, mis en place en 1991 et consolidé au fil des ans. Le rapport 2012 de Freedom House le classe parmi les meilleurs pays d'Afrique pour les libertés civiles, les droits politiques et la stabilité. Le respect de l'état de droit et du principe fondamental de la séparation des pouvoirs entre les branches exécutive, législative et judiciaire de l'État n'a rien à envier à celui observé dans des pays développés, ce qui fait du Cabo Verde un modèle en Afrique pour la démocratie et la bonne gouvernance. La liberté de la presse est une réalité dans ce pays, et l'absence de conflit ethnique, politique et religieux favorise la cohésion socioculturelle.

Depuis 1991, les élections législatives et présidentielles se sont caractérisées par une passation de pouvoir pacifique entre les deux principales formations politiques, le Parti africain pour l'indépendance du Cabo Verde (*Partido Africano da Independencia de Cabo Verde* – PAICV) et le Mouvement pour la démocratie (*Movimento para a Democracia* – MPD). Le PAICV a remporté les élections législatives de février 2011, et le parti d'opposition, le MPD, a gagné l'élection présidentielle d'août 2011. À l'issue des élections municipales organisées en juillet 2012, le MPD, le parti d'opposition, contrôle 13 conseils municipaux (contre 11 en 2008), et le PAICV au pouvoir en détient 8 (contre 10 en 2008). Toutefois, la cohabitation est pacifique et viable, car les principaux partis politiques parviennent à s'entendre sur la stratégie de développement du pays. Les prochaines élections présidentielles et parlementaires sont prévues pour 2016.

### Contexte social et développement humain

#### Développement des ressources humaines

À 0.586, l'indice de développement humain (IDH) du Cabo Verde est en dessous de la moyenne enregistrée par la catégorie des pays à développement humain moyen (0.640), mais au-dessus de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (0.475).

Le taux d'alphabétisation chez les 15-24 ans reste élevé, proche de 98.1 %. Il est le fruit d'un système d'enseignement primaire universel, obligatoire et gratuit. L'éducation secondaire demeure problématique en raison des taux élevés d'abandon : 40.7 % parmi les 15-19 ans et 54.3 % parmi les 20-24 ans. La qualité de l'enseignement varie considérablement et est toujours préoccupante. En effet, il est apparu durant le processus de consultations nationales sur l'agenda post-2015, menées en mai 2013 qu'elle constitue l'un des plus grands sujets d'inquiétude de la population. Selon les estimations, ce sont essentiellement des jeunes appartenant aux catégories aux revenus les plus élevés qui s'inscrivent dans l'enseignement supérieur. Quelques investissements ont été réalisés dans la formation professionnelle dans le but d'améliorer l'employabilité.



La mortalité des enfants a chuté, notamment grâce à une politique de vaccination rigoureuse. La mortalité des moins de cinq ans a considérablement reculé, passant de 56 ‰ dans les années 90 à 23.7 ‰ en 2009, s'approchant ainsi de la cible de 18.7 ‰ retenue pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La mortalité infantile s'est, elle aussi, atténuée, retombant à environ 23 ‰ en 2011 (la cible des OMD se situe à 14 ‰). Des données montrent que les infections et les parasites sont une cause significative de décès chez les enfants de moins d'un an, situation qui requiert l'amélioration du système d'adduction d'eau et d'assainissement ainsi que l'éducation à la santé publique.

En 2009, le taux de mortalité maternelle atteignait 53.7 pour 100 000 naissances vivantes, ce qui est bien supérieur à la cible de 17.3 définie pour les OMD et au taux de 16.2 % enregistré en 2007. Mais si l'on ramène ces chiffres à des valeurs absolues, il apparaît que sept femmes sont décédées de causes liées à la grossesse en 2009, contre deux en 2007 et en 2008. La proportion des naissances assistées par du personnel qualifié a fait un bond spectaculaire, passant de 36 % en 1998 à 76 % en 2009. Cependant, les consultations post-natales restent encore très rares, ce qui suscite des inquiétudes : plus de 50 % des mères n'ont pas consulté de médecin après une naissance en 2009. L'État a conçu une stratégie visant à associer santé des mères et des enfants, de façon à accroître la proportion de consultations post-natales.

L'incidence du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) est relativement faible (inférieure à 1 % de la population), mais le nombre de personnes infectées par le VIH n'a cessé d'augmenter, passant de 114 en 2000 à 399 en 2010, ces infections concernant en majorité des femmes. Cette situation pourrait s'expliquer en partie par l'augmentation du nombre de personnes qui se font dépister, surtout parmi les femmes. S'il reste relativement faible, le nombre des décès dus au sida a plus que doublé entre 2000 et 2009. Cette hausse résulte en partie du fait que certaines personnes infectées ne cherchent à se faire traiter qu'à un stade avancé de la maladie. Le troisième plan national stratégique contre le sida a été lancé en 2011, et se concentre avant tout sur les catégories vulnérables. La tuberculose reste problématique : on a enregistré une incidence de 69 cas nouveaux pour 100 000 personnes en 2010 (dont 70 % d'hommes). L'État a mis en place un plan global de lutte contre la tuberculose, qui prévoit la vaccination précoce et l'accès à un diagnostic et à des services de traitement gratuits.

## Réduction de la pauvreté, protection sociale et travail

La Banque mondiale estime que le taux de pauvreté était proche de 25 % en 2011, contre 21 % en 2009. D'après l'enquête auprès des ménages de 2007, le taux de pauvreté du pays a chuté significativement, passant de 49 % en 1990 à 26.6 % en 2007. Toutefois, les progrès sont inégaux. Des travaux récents reposant sur le recensement démographique de 2010 montrent que le taux de pauvreté sur les îles disposant des meilleures infrastructures touristiques, Sal et Boa Vista, représente moins de la moitié du taux national. À l'inverse, l'incidence de la pauvreté dans les îles essentiellement rurales, dotées d'une infrastructure touristique limitée, comme Fogo et Santa Antão, est bien supérieure à la moyenne nationale. De même, alors que le taux de pauvreté en zone urbaine s'est replié de 25 % à 13.2 % entre 2002 et 2007, celui enregistré dans les zones rurales n'a reculé qu'à 44.3 %, contre 51.1 %.

Même si le Cabo Verde est en bonne voie pour atteindre toutes les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015, des difficultés significatives persistent. Les fortes inégalités qui demeurent, associées à la perspective d'une baisse des taux de croissance, auront inévitablement des répercussions sur la réduction à venir de la pauvreté.

Si les documents de planification, notamment le DSCR, adoptent une approche inclusive de la croissance, ils ne présentent pas de projet clair qui permettrait d'intégrer la lutte contre la pauvreté, la protection sociale et la création d'emplois à une stratégie de croissance économique. Le budget de l'État 2014 tel qu'approuvé indique que le programme d'investissement public (PIP) privilégie surtout la construction et l'extension des ports et des routes, le développement du



secteur de l'énergie et de l'eau, et les infrastructures de santé et d'enseignement, afin de remédier aux goulets d'étranglement qui freinent la croissance. Le PIP entend également donner la priorité au développement des industries créatives et de l'agroalimentaire, de façon à multiplier les opportunités d'emplois.

Dans le cadre des efforts déployés par le Cabo Verde pour établir une stratégie de croissance économique plus inclusive et pour résoudre les grands problèmes socioéconomiques de manière plus systématique et durable, le pays cherche également à réformer son système de protection sociale. Il met en place un guichet unique pour les bénéficiaires des programmes sociaux et définit un programme de transferts monétaires visant à accroître l'efficacité des dépenses sociales, qui pourrait être déployé dès 2015. Une analyse préliminaire du système de protection sociale actuel, lequel englobe à la fois les retraites, la santé, l'éducation et la nutrition, fait apparaître que les programmes, objectifs et agences de mise en œuvre sont nettement fragmentés et peu coordonnés<sup>4</sup>. Si les risques socioéconomiques pesant sur la population sont généralement bien compris<sup>5</sup>, il existe peu d'information systématique sur les vulnérabilités et sur les facteurs qui exacerbent les risques associés à la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Le chômage des jeunes, lesquels représentent 50 % de la population en âge de travailler, est un autre sujet de préoccupation. Le plan de redressement budgétaire 2010/11 a permis de ramener le chômage de 13.1 % en 2009 à 10.7 % en 2010, mais le taux de chômage est remonté à 16.8 % en 2012, et ce plan n'a pas réussi à créer suffisamment d'opportunités de premiers emplois pour les jeunes. En effet, on estime que 32.1 % des 15-24 ans étaient sans emploi en 2012.

### Égalité hommes-femmes

L'égalité hommes-femmes demeure problématique. La proportion de sièges parlementaires occupés par des femmes reste faible, à environ 20.8 % (2011). Au niveau municipal, la disparité entre hommes et femmes au pouvoir est encore plus marquée : dans une seule municipalité sur les 22 que compte le pays, le maire est une femme.

La proportion de femmes sans emploi rémunéré est particulièrement forte : environ 83.4 %, contre 53.8 % chez les hommes. Les raisons le plus souvent avancées par les femmes pour expliquer leur inactivité économique sont la nécessité de fréquenter l'école (34 %) et des motivations familiales (23 %). Chez les hommes, la principale raison de l'inactivité est l'école, tandis que les motivations familiales ne sont citées que dans 4 % des cas.

Plus d'un tiers des femmes de 15 à 24 ans étaient au chômage en 2011, une proportion bien supérieure au taux de chômage général (12.2 %) et aux 22.1 % enregistrés pour les hommes de la même classe d'âge. Une enquête récente (2012) portant sur l'utilisation du temps montre qu'il existe d'autres raisons pour lesquelles les femmes ne participent pas au marché du travail formel et rémunéré : au Cabo Verde, 74 % du temps alloué au travail (rémunéré et non rémunéré) est consacré à du travail non rémunéré, les femmes participant à hauteur de 68 % au travail non rémunéré, et à hauteur de 44 % au travail rémunéré. L'allocation disproportionnée du temps à des activités non rémunérées prive les femmes de temps disponible, ce qui exacerbe leur pauvreté financière ainsi que les cycles de pauvreté<sup>6</sup>. Dans ce pays, si l'on veut mieux lutter contre la pauvreté, l'accès des femmes à l'emploi revêt une importance particulière, étant donné que les ménages dans lesquels le chef de famille est une femme ont une fois et demie plus de risques d'être pauvres que lorsqu'il s'agit d'un homme.

### Analyse thématique : les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique

Par sa situation géographique et ses conditions naturelles, le Cabo Verde ne possède pas de ressources naturelles non renouvelables, ni de vastes superficies arables et son climat est



sec, si bien qu'il ne se prête pas à l'agriculture à grande échelle et qu'il compte une population relativement petite (500 000 habitants) dispersée sur neuf îles. Ces conditions empêchent le pays de s'intégrer dans des chaînes de valeur mondiales et de développer un secteur industriel fort. L'intégration via le secteur manufacturier est également restreinte, car les facteurs de production, majoritairement importés, sont rares et chers, car le pays ne produit que des biens de faible valeur et à petite échelle, et car l'accès au financement au niveau national est limité. Aujourd'hui, le pays se connecte aux chaînes de valeur mondiales à travers trois grands secteurs : le tourisme, la main-d'œuvre et les produits de la mer.

Le tourisme, devenu un moteur important de la croissance caboverdienne après 2005, est le secteur le plus engagé dans les chaînes de valeur mondiales. Selon les estimations de la Banque centrale du Cabo Verde, le volume d'entrées de fonds induites par le tourisme dans le pays correspondait à plus de 20 % du PIB en 2012 et 2013<sup>7</sup>, contre moins de 3 % en 2000. Toutefois, la croissance substantielle du tourisme par rapport au reste de l'économie n'a pas permis de créer d'emplois ni de stimuler d'autres secteurs. Cette situation s'explique en partie par le fait que les autres secteurs ne sont pas structurés de façon à répondre à la demande des acteurs du tourisme, et en partie par le modèle même de ce secteur, lequel s'appuie sur des chaînes hôtelières proposant des prestations « tout compris ». En effet, le Cabo Verde étant un archipel, caractérisé par une échelle de production relativement restreinte et des coûts de transport inter-îles élevés, il n'a pas de capacité de production de biens et services suffisante pour que ces derniers puissent être proposés au secteur du tourisme à des prix compétitifs.

Beaucoup de Caboverdiens travaillent à l'étranger : on estime qu'ils sont deux fois plus nombreux que les Caboverdiens résidant dans l'archipel. Cette vaste diaspora intègre le pays dans des chaînes de valeur mondiales par l'intermédiaire du secteur de la main-d'œuvre et procède à des envois de fonds qui ont atteint, selon les estimations, près de 10 % du PIB en 2012 et 2013. En 2012, la plus grande partie des envois de fonds des travailleurs expatriés (environ 32 %) provenait de la diaspora installée au Portugal, suivie par celle installée en France (environ 24 %) et aux États-Unis (14,5 %). Les perspectives économiques peu favorables, surtout dans la zone euro, font planer une menace considérable sur les flux d'envois de fonds vers le Cabo Verde.

Le secteur des produits de la mer, essentiellement des poissons et fruits de mer en conserve ou surgelés, permet lui aussi au pays de participer à des chaînes de valeur à l'étranger. En 2012, l'exportation de ces produits représentait environ 2,7 % du PIB en valeur. La grande majorité de ces produits (environ 91 %) sont exportés vers un seul marché : l'Espagne.

Pour l'avenir, le Cabo Verde recherche des stratégies qui lui permettraient de se positionner à un niveau plus élevé dans les chaînes de valeur mondiales, en favorisant de nouvelles exportations de biens et services à plus forte valeur ajoutée et en étoffant les exportations existantes. Dans le même temps, ces stratégies visent à multiplier les opportunités d'emploi, surtout chez les jeunes et les femmes, à l'échelon national. Ces stratégies, parmi lesquelles le développement d'une solide économie créative, s'articulent autour de trois grands axes : i) créer les conditions nécessaires pour produire, et vendre sur les marchés intérieur et mondial, des produits et services d'une qualité adéquate, qui soient compatibles avec la structure de coûts des producteurs nationaux et qui soient, dans le même temps, à même d'améliorer la capacité du pays à se conformer aux normes internationales ; ii) promouvoir la capacité créative afin de développer de nouveaux produits et services à forte valeur ajoutée et de niche, reposant sur le savoir et la créativité, et qui pourront positionner le Cabo Verde favorablement sur un marché mondial concurrentiel ; iii) renforcer l'intégration du pays sur le marché en améliorant sa capacité à produire des biens et services et, le cas échéant, à les entreposer, à les déplacer et à les transporter entre les îles et vers l'étranger.

Outre les problèmes que posent l'échelle de production, la superficie arable limitée, le climat et le petit nombre d'habitants, plusieurs obstacles entravent la participation du Cabo Verde aux chaînes de valeur mondiales, secteur du tourisme y compris. Il s'agit des difficultés associées



au transport inter-îles et à l'absence de système logistique national efficace qui permettrait de stocker et de distribuer des marchandises avec efficacité. Si les technologies de l'information (TI) et les services reposant sur l'Internet offrent au pays une opportunité de surmonter nombre de ses difficultés structurelles, la fragmentation du marché intérieur constitue un goulet d'étranglement, dont la résolution permettrait une meilleure circulation des personnes et des marchandises à l'intérieur du pays et vers l'étranger<sup>9</sup>.

Comme le décrit le DSCR III, la stratégie de développement du Cabo Verde privilégie de plus en plus le développement de l'économie créative pour en faire la force motrice de secteurs tels que le pôle des TI, l'agroalimentaire, la pêche, les produits culturels et le tourisme. L'économie créative est perçue comme un moyen de développer des marchés de niche et d'ajouter de la valeur à des produits primaires via la culture et le design. La stratégie vise également à inciter à la création d'un réseau plus solide de micro- et petites entreprises à l'échelon national en élaborant, par exemple, un régime fiscal spécial. Ainsi, la valeur ajoutée et les exportations différenciées de produits et de services de niche permettront au Cabo Verde d'être compétitif sur les marchés mondiaux en opérant à des niveaux supérieurs dans les chaînes de valeur mondiales où la valeur ajoutée est plus forte<sup>10</sup>. Par ailleurs, le Cabo Verde investit massivement dans les sources d'énergie renouvelables afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des énergies fossiles, qui alourdissent les coûts de production à l'échelle nationale.



## Notes

1. L'INE, l'institut de statistique national, a récemment publié de nouvelles estimations du PIB pour la période 2007-11. Ces nouveaux chiffres montrent que l'incidence délétère de la crise de la zone euro sur l'économie du Cabo Verde a été beaucoup plus forte qu'on ne l'imaginait. En effet, on pensait jusque-là que le Cabo Verde avait relativement bien supporté la crise, avec une décélération de la croissance à 3.7 % en 2009, qui s'était ensuite redressée à 5.2 % en 2010 et à 5.1 % en 2011.
2. L'idée est de bâtir une économie compétitive, fortement diversifiée et durable, grâce au développement de sept pôles économiques majeurs : le tourisme, l'économie maritime, l'aéronautique, les technologies de l'information, la finance, l'économie créative et l'agroalimentaire.
3. Depuis 2000, le CVE affiche une parité fixe avec l'euro, à 110.265 CVE pour 1 EUR.
4. Rapport de l'OIT, *A Proteção Social em Cabo Verde: situação e desafios*, 2012.
5. *Estratégia Para o Desenvolvimento da Proteção Social de Cabo Verde*, ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des ressources humaines.
6. *Use of Time and Non Remunerated Work in Cabo Verde*, 2012.
7. *Boletim de Estatísticas 20 anos* (Bulletin statistique – 20 ans), Banque centrale du Cabo Verde et *Boletim de Estatísticas 3º Trimestre 2013* (Bulletin statistique – 3<sup>e</sup> trimestre 2013), Banque centrale du Cabo Verde.
8. *Boletim de Estatísticas 3º Trimestre 2013* (Bulletin statistique – 3<sup>e</sup> trimestre 2013) (figures 9 et 10), Banque centrale du Cabo Verde.
9. National Implementation Unit (NIU) du Enhanced Integrated Framework et ministère du Tourisme, de l'Industrie et de l'Énergie du Cabo Verde (2013), *Enhancing Trade Capacity in Cabo Verde, Concept Paper for Tier-2 Funding ENHANCED INTEGRATED FRAMEWORK (EIF)*. Non publié.
10. *Growth and Poverty Reduction Strategy Paper III*, 2012.



Extrait de :  
**African Economic Outlook 2014**  
Global Value Chains and Africa's Industrialisation

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/aeo-2014-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

Banque africaine de développement/OCDE/Programme des Nations Unies pour le Développement (2014), « Cabo Verde », dans *African Economic Outlook 2014 : Global Value Chains and Africa's Industrialisation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2014-19-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).